

L'hon. M. Macdonald (Rosedale): Le député n'est pas sans savoir que la meilleure façon de trouver un gisement est d'enfoncer une sonde dans le sol, ce que les compagnies sont en train de faire.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Revenu national. Songe-t-on à formuler rapidement la politique gouvernementale en matière de propriété étrangère, étant donné que d'après certaines opinions exprimées, puisque Howard Hughes se trouve maintenant à Vancouver, le premier ministre Bennett voudrait peut-être lui vendre le reste de la Colombie-Britannique.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Répondez.

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de Spadina.

* * *

LES AFFAIRES URBAINES

LE PROJET D'UN CENTRE MÉTROPOLITAIN À TORONTO—
DEMANDE DE DÉPÔT DES DOCUMENTS PRÉPARATOIRES

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et a trait au centre métropolitain dont on propose la construction aux gares de triage dans le cœur de Toronto. Le ministre a-t-il l'intention de déposer les déclarations d'intention, les accords et les arrangements proposés entre le CN, le CP, le Toronto Terminal Railways Limited, Radio-Canada et d'autres parties lors des audiences de l'Ontario Municipal Board en avril ou fera-t-il une déclaration à la Chambre à propos de toute l'affaire?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je doute fort de pouvoir faire l'un ou l'autre, étant donné qu'il s'agit d'une entreprise privée qui n'a aucun rapport direct avec le gouvernement fédéral lui-même. Le CN est l'un des participants à la construction du centre métropolitain et à ce titre, j'ai approuvé sa participation. Les documents à ce sujet sont peu nombreux et ont été préparés pour des raisons d'information, mais je les déposerai volontiers. Les autres devront provenir d'autres sources.

M. Ryan: En ce qui concerne Radio-Canada, l'échange proposé des terres et les arrangements concernant la location, le ministre cherchera-t-il lui-même ou en collaboration avec le secrétaire d'État à obtenir des renseignements qui pourraient être communiqués à la Chambre avant cette audience?

L'hon. M. Jamieson: Je transmettrai volontiers cette requête au secrétaire d'État.

[M. Woolliams.]

LE PROJET D'UN CENTRE MÉTROPOLITAIN À TORONTO—
LA PARTICIPATION FÉDÉRALE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, vu la très grande importance de cette vaste entreprise qui aura des répercussions sur les transports à l'avenir, et de nombreux autres aspects, le ministre serait-il disposé à faire une déclaration à l'appel des motions sur la participation fédérale à l'ensemble du projet?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): J'y songerai avec plaisir. La difficulté, à mon avis, est que, pour le moment, nous ne savons pas exactement ce que comportera l'ensemble du projet, car un certain nombre de sociétés privées sont en cause.

LA CONSERVATION DE LA GARE UNION À TORONTO

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, étant donné les nombreuses instances qu'on a présentées à propos du projet de démolition de la gare Union qui fait partie de l'ensemble, le ministre est-il d'avis qu'il faudrait plutôt conserver cet édifice?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je n'ai pas la compétence voulue pour me prononcer sur la question, monsieur l'Orateur.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA HAUSSE DES LOGEMENTS DES MILITAIRES MARIÉS—
LES MESURES ENVISAGÉES

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Sauf erreur, il sera absent pendant un certain temps. J'ai tenté de donner avis de ma question à quiconque assure l'intérim. Il s'agit de l'annonce récente de hausses et de modifications dans les loyers des logements du personnel marié aux bases et ailleurs. Le ministre suppléant peut-il nous dire si l'on a reçu des plaintes surtout d'endroits tels que Chatham au Nouveau-Brunswick et Summerside dans l'Île-du-Prince-Édouard, où les personnes concernées sont très bouleversées par ces récentes décisions et, si oui, quelles mesures on entend prendre?

[Français]

M. J.-Roland Comtois (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais répondre à l'honorable député d'Egmont.

[Traduction]

On mettra fin au régime des loyers fixés d'après une moyenne pondérée nationale en ce qui concerne les logements pour personnes mariées. Le 1^{er} avril de tels loyers seront établis suivant une évaluation du coût mensuel de location de la SCHL plus les frais de fourniture des services publics. Les évaluations de la SCHL se fondent sur les taux de location équivalents de la région sur le marché civil. Il s'ensuit que les loyers des logements pour personnes mariées varieront d'un endroit à un autre. De fait, c'est dire que les loyers d'environ 8,200 logements pour personnes mariées . . .